

Communiqué de la Coordination de Vigilance du GHU H.Mondor/A.Chenevier

Créteil, le 3 Décembre 2019

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE AVEC LES ETATS GENERAUX DE L'HÔPITAL ET DU MÉDICOSOCIALE DU 29 NOVEMBRE

Ouvert par le Président de la Commission médicale d'établissement locale du GHU Henri Mondor / Albert Chenevier, le Pr Bertrand GODEAU, représentant aussi le Doyen de la Faculté de Médecine, excusé, et par le Président du Conseil départemental du Val-de-Marne, M. Christian Favier, une centaine de personnel.e.s, élu.e.s et usagers dans leur grande diversité syndicale, professionnelle et politique des trois départements du SUD de l'Île de France (Essonne, Seine et Marne et Val de Marne) se sont retrouvés le 29 novembre à la Maison départementale des Syndicats à Créteil.

Cette initiative a confirmé la nécessité de nous coordonner à cette échelle, face au manque de moyens humains et financiers que subissent hôpitaux et établissements médico-sociaux. Une situation qui ne trouve pas, avec ce Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS), d'issue favorable à la hauteur des enjeux que représentent nos revendications en matière de santé. La manifestation du 14 novembre dernier, si elle a permis de révéler la révolte des personnels soignants et non-soignants maltraités professionnellement et qui refusent d'être des maltraitants de leurs malades, n'a pas obtenu encore le niveau d'Objectif National de Dépenses de l'Assurance Maladie (ONDAM) indispensable pour sortir de ce marasme. La Conférence des Doyens de Faculté de médecine, elle-même, dans un communiqué considérait comme impossible la mise en œuvre de la réforme du Numéris clausus en septembre 2020, si les budgets de l'Université et de l'Hôpital n'étaient revalorisés de manière conséquente. La Nouvelle AP-HP en regroupant le SUD de l'Île-de France dans une quasi même structure n'apportera aucune solution à la question de la désertification médicale mais contribuera à toujours plus éloigner la gouvernance des établissements de la nécessaire proximité.

Cette première journée des Etats généraux a voulu dépasser ce constat pour élaborer des propositions qui soient communes à nos trois départements. Nous y avons décidé de coordonner nos luttes sur des objectifs communs comme le refus des fermetures de services et d'hôpitaux, l'exigence d'une revalorisation des salaires et de plus de formation afin de redonner une plus grande attractivité à l'hôpital public et au secteur médicosocial en danger face au secteur privé, favorisé par la politique menée par les gouvernements successifs. Nous voulons représenter un véritable contre-pouvoir aux Agences régionales de Santé en déni de démocratie sanitaire et de dialogue social.

Cette détermination est particulièrement aiguë en ce qui concerne les filières géro-geriatrique, psychiatrique, ... abordées ce jour et qui feront l'objet d'un premier mémorandum que nous populariserons auprès des candidat.e.s aux municipales comme auprès de celles et ceux des futures départementales et régionales. Nous étendrons ces Etats généraux à d'autres thèmes dans les mois à venir et proposerons leur élargissement au Nord de l'Île de France et à Paris.

Avec ces Etats généraux, une nouvelle page s'ouvre pour notre Coordination, dix ans après sa création et ses nombreux succès. Nous continuerons à ne rien lâcher au G.H.U. Henri Mondor / Albert Chenevier comme dans toute l'Île de France, toutes et tous ENSEMBLE !